

Désert et désolation après le passage des criquets

Une action d'urgence, nécessairement

Après l'invasion acridienne qui a tout ravagé sur son passage, réduisant à néant cultures et pâturages, la Mauritanie connaît déjà une situation agropastorale difficile. Et on n'est pas loin de celle de 2003 où le pays a été obligé de mettre en place un plan d'urgence pour éviter que le cheptel ne soit décimé. Mais à l'heure qu'il est, personne ne semble avoir pris conscience des dangers de la situation à part les partenaires étrangers qui ont déjà envoyé des missions à l'intérieur du pays. Et qui, du coup, deviennent plus royalistes que le roi.

La scène se passe dans une petite localité du Dhar de l'Adrar. Mais elle aurait pu se passer dans n'importe quel coin du pays. Des hommes, des femmes et des enfants, les yeux hagards, la mine inquiète voient débarquer des éléments d'une mission conjointe du Programme Alimentaire Mondial (PAM), de l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Comité inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

Le passage quelques jours auparavant d'essaims de criquets qui se sont attaqués aux cultures et aux maigres pâturages après un déficit pluviométrique record a fait de ce village une poche de pauvreté en perspective. Et ils sont nombreux les villages qui risquent de souffrir dans les prochains

mois si des mesures efficaces ne sont pas prises dès maintenant pour éviter la catastrophe.

Moyens limités

Commencée il y a quelques mois, l'invasion acridienne a atteint des proportions alarmantes avec l'infestation de près de 1,6 millions d'hectares. Avec des moyens limités, la Mauritanie a essayé de faire face au fléau. Sans résultats concrets. Il a fallu attendre la mobilisation internationale, la fourniture d'avions par le Maroc, l'Algérie, les Etats-Unis et de moyens au sol par les donateurs pour que la campagne demeure un tant soit peu efficace.

Suite en page 3

Une action d'urgence, nécessairement

Suite de Une

12 avions (dont six transfrontaliers américains), 30 équipes de 300 personnes, plus de 70 véhicules ont permis de traiter plus de 550.000 hectares. Toute cette logistique ne couvre pourtant que 20 à 30% des besoins au niveau terrestre et pour les moyens aériens, ce chiffre monte à 80%.

Autre grand problème auquel font face les équipes: la ré infestation des zones déjà traitées par des essaims venus des pays frontaliers, comme le Guidimakha qui a été re-infesté cette semaine. Seule satisfaction: les deux Hodh et une grande partie de l'Assaba où la situation est maîtrisée.

Dans le reste, c'est la désolation. Des paysages lunaires s'étendant à vue d'œil annoncent des lendemains difficiles. Pourtant, malgré la gravité de la situation, les pouvoirs publics restent impassibles. Aucun comité de crise n'a été mis en place, aucune aide n'a été demandée

et aucun plan d'urgence n'est envisagé alors qu'il y a déjà des risques de famine dans certaines zones. Les pâturages et les cultures ont été ravagés à plus de 50% et à 100% au niveau de quelques régions. Seuls les partenaires au développement donnent l'impression de s'intéresser à notre sort plus que nous-mêmes.

Une mission conjointe du PAM, de la FAO et du CILSS vient d'achever une tournée dans sept régions du pays (Adrar, Inchiri, Trarza, Brakna, Tagant, Gorgol et Guidimakha) pour évaluer la situation agro-pastorale. La mission, qui s'est divisée en trois équipes, a eu des entretiens avec les agriculteurs, les éleveurs, les commerçants et les populations pour avoir une idée précise de la situation. Elle rendra son rapport la semaine prochaine aux autorités. Mais on peut prévoir doré et déjà qu'il sera pessimiste. Car, avec l'absence de pâturages, la mission a constaté que les aliments pour bétail (blé et tourteaux d'ara-

chide) manquaient cruellement sur le marché. Tout le blé importé est immédiatement acheté par les Grands Moulins de Mauritanie pour être transformé en farine et les tourteaux d'arachide (Rakel), qui arrivaient du Sénégal et du Mali, sont désormais exportés vers l'Europe pour remplacer les farines animales incriminées dans l'affaire de la vache folle.

Alors que faire? Lancer un appel à l'aide internationale ou mettre en place un plan d'urgence comme celui de 2003 qui a, certes, permis de sauver une grande partie du cheptel mais qui a coûté très cher aux finances publiques et dont la gestion n'a pas été transparente?

En tout état de cause, la situation est suffisamment inquiétante pour qu'on la prenne au sérieux dès maintenant. Ne dit-on pas à juste titre que "gouverner c'est prévoir".